



Affirmation répandue

« Les baisses d'impôts pour les entreprises les encouragent à investir et cela crée des emplois. »

FAUX!

Les entreprises canadiennes détiennent plus de **600 milliards de \$** qui ne sont pas réinvestis dans les communautés. Des milliards se retrouvent parfois dans des paradis fiscaux. **On constate que l'argent économisé par les baisses d'impôt aux entreprises est engrangé au lieu d'être remis en circulation.**

Le Devoir, 8 janvier 2015

Les entreprises dorment sur une montagne de liquidités

*Avec plus de **600 milliards** dans leurs coffres, les sociétés canadiennes font un mauvais usage des baisses d'impôt qui leur ont été consenties, juge l'IRIS.*

On pointe, ici, en direction des baisses d'impôt consenties pendant les années 1990 et à la fin des années 2000. « Alors qu'elles devaient avoir un impact en stimulant l'investissement, elles ont plutôt stimulé la surépargne. Ceci est vrai pour le Canada, et encore plus pour le Québec, où l'investissement des entreprises non financières a baissé pendant la période d'expansion de l'épargne. »

L'IRIS de conclure : « La politique qui prône qu'il faut abaisser les impôts des grandes entreprises pour leur accorder une marge de manoeuvre et ainsi les inciter à investir n'a plus aucune valeur à l'aune de la présente recherche. »

Selon la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics (Tableaux des solutions, Février 2015) **des solutions existent** pour augmenter les revenus de l'état et combler les besoins liés aux services à la population.

DES SOLUTIONS FISCALES

5 exemples	Revenus additionnels
<p>1. Établir 11 paliers d'imposition</p> <p>15 % = 0 \$ à 24 999 \$ 20 % = 50 000 \$ à 59 999 \$ 34 % = 150 000 \$ à 199 999 \$ 16 % = 25 000 \$ à 34 999 \$ 22 % = 60 000 \$ à 69 999 \$ 36 % = 200 000 \$ à 249 999 \$ 17 % = 35 000 \$ à 39 999 \$ 26 % = 70 000 \$ à 99 999 \$ 38 % = 250 000 \$ et plus 18 % = 40 000 \$ à 49 999 \$ 32 % = 100 000 \$ à 149 999 \$</p>	1 000 M \$
<p>2. Augmenter le taux provincial d'imposition des entreprises à 15 % (actuellement à 11,9 %)</p>	1 220 M \$
<p>3. Abolir le crédit d'impôt pour gain en capital</p>	361 M \$
<p>4. Augmenter les redevances sur les ressources naturelles</p>	410 M \$
<p>5. Augmenter la contribution fiscale des institutions financières</p>	600 M \$

Au total c'est plus de 3 milliards qui pourrait arriver dans les coffres de l'État pour combler les manques à gagner en éducation, en santé et services sociaux et réinsertion en emploi, en soutien à domicile, etc.

**N'oubliez pas qu'il manque seulement 350 M \$
pour combler les besoins financiers de base des
4 000 organismes communautaires dans tout le Québec!**